

Mission de contrôle des concessions de
distribution d'énergie

D. 13. 20. 1634

C. R. E.
Courrier Arrivé**23 AOUT 2013**

N° : 2114

Affaire suivie par : Nicolas Savtchenko (tél : 01 40 28 72 50)

Paris, le **19 AOUT 2013****Objet : Réponse à la consultation publique de la CRE sur le TURPE 4**

Monsieur le Président,

La Commission de régulation de l'énergie a lancé une consultation sur les quatrièmes tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE). Cette consultation fait suite aux travaux de préparation engagés depuis 2010 et à la décision du Conseil d'Etat du 28 novembre 2012 d'annulation du « TURPE 3 » qui couvrait la période 2009-2013.

La ville de Paris exerce les missions d'autorité concédante et de collectivité en charge de l'urbanisme (CCU) et répond à cette consultation au regard de ces deux prérogatives.

Tout d'abord, le concédant parisien partage l'analyse sur la nécessité de soutenir durablement une trajectoire d'investissement à la hausse. Cet effort doit porter sur la fiabilisation du réseau, sans omettre le maintien du patrimoine concédé, dans une perspective de long terme.

Pour y parvenir, l'incitation par le tarif doit être lisible. Le dispositif de rémunération marginale présenté me semble adresser un signal économique clair au distributeur. Pour autant, cette incitation mérite, à mon sens, d'être renforcée par une régulation locale, s'appuyant sur les contrats de concessions et les conférences départementales organisées sous l'égide du Préfet. Cette contractualisation permet en effet de prendre en compte des spécificités locales. Ainsi, le contrat parisien fixe notamment des rythmes de renouvellements pour des équipements sensibles (jonction de transition rubanées vulnérables en cas de fortes chaleur et colonnes montantes).

Pour ce qui est des méthodologies présentées dans le document de consultation, la ville de Paris est favorable au principe d'assoir la rémunération du gestionnaire de réseau sur la valeur des actifs mis en service (base d'actifs régulés). Ce mode de rémunération établit effectivement un lien avec le service rendu aux utilisateurs et facilite la comparaison avec les autres pays européens.

Monsieur le Président
de la Commission de régulation de l'énergie
Direction de l'accès aux réseaux électriques
15 rue Pasquier
75379 Paris Cedex 08

Pour autant, la proposition d'ERDF ne me semble pas pleinement conforme aux prescriptions du droit communautaire et national, rappelées par la décision du Conseil d'Etat précitée.

En effet, ERDF présente une approche économique théorique, fondée sur le modèle d'évaluation des actifs financiers, et retenant un taux d'endettement « normatif ». Ce modèle est éloigné de sa structure réelle de financement. Or, l'article 14 du règlement (CE) 714/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 affirme le principe de la fixation des redevances d'accès au réseau comme devant couvrir les coûts effectivement engagés : *« Les redevances d'accès aux réseaux appliquées par les gestionnaires de réseau sont transparentes, tiennent compte de la nécessité de garantir la sécurité des réseaux et reflètent les coûts effectivement engagés dans la mesure où ils correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace et ayant une structure comparable et elles sont appliquées d'une manière non discriminatoire. Ces redevances ne sont pas fonction de la distance »*. Comme l'a rappelé le Conseil d'Etat, ces dispositions ont été transposées en droit national dans l'article L. 341-2 du code de l'énergie.

En outre, le mécanisme présenté par ERDF n'extrait pas de l'assiette de rémunération le stock de provision pour renouvellement (PPR). Or ce poste significatif du passif de la concession (10 milliards d'euros) est une ressource « gratuite » pour le concessionnaire puisqu'apportée par les usagers. Ce mode de calcul des charges de capital n'est pas conforme à la décision du Conseil d'Etat qui a considéré *« qu'en s'abstenant [...], pour déterminer le coût moyen pondéré du capital, de prendre en considération les « comptes spécifiques des concessions », qui correspondent aux droits des concédants de récupérer gratuitement les biens de la concession en fin de contrat, dont le montant, au passif du bilan de la société ERDF, était de 26,3 milliards d'euros au 31 décembre 2008, ainsi que les « provisions pour renouvellement des immobilisations », dont le montant était de 10,6 milliards d'euros, la CRE et les ministres ont retenu, ainsi que cela ressort du rapport du consultant du 13 juillet 2012, une méthode erronée en droit et, ainsi, méconnu les dispositions précitées du premier alinéa du II de l'article 4 de la loi du 10 février 2000 et l'article 2 du décret du 26 avril 2001 »*.

En revanche, la méthode alternative proposée dans la consultation de la CRE me semble adaptée au cadre juridique actuel. La notion de capitaux propres régulés permet de déduire de l'assiette de la rémunération du capital l'ensemble des passifs de concession (stock de PPR compris) et prend ainsi bien en compte la spécificité, mise en exergue par le conseil d'Etat, inhérente au bilan des activités concédées. De même, la méthodologie alternative prévoit une assiette de calcul du coût de la dette égale au montant réel des dettes contractées par ERDF, ce qui permet de tenir compte de la situation actuelle (absence d'endettement) et de s'adapter à un éventuel endettement à venir du distributeur. Enfin, le principe d'une marge sur actifs gérés s'appliquant à l'ensemble des actifs (y compris les ouvrages remis par le concédant) me paraît justifié pour prendre en compte les risques d'exploitation assumés par le distributeur.

Je souhaite toutefois appeler votre attention sur la part croissante des collectivités territoriales dans le financement des extensions du réseau (la collectivité en charge de l'urbanisme finance 60 % des raccordements avec extension depuis 2009). Dans la comptabilité actuelle, ces flux sont considérés comme une recette d'exploitation par ERDF et n'abondent pas les droits du concédant au passif de la concession. Or, il se trouve que dans le cas parisien, concédant et CCU sont la même personne morale. Il conviendrait donc également de déduire de la base de rémunération du concessionnaire les montants apportés par la CCU.

En conclusion, la ville de Paris est favorable à la « méthode alternative » présentée par la CRE, sous réserve de déduction des financements des collectivités évoqué ci-dessus dans le calcul des charges de capital du distributeur. Le concédant parisien demeure attaché à trouver la meilleure articulation entre incitations par le tarif d'utilisation du réseau et contractualisation locale.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le directeur de la voirie et des
déplacements,
l'ingénieur général

Roger Madec

Copie : M. le secrétaire général délégué de la ville de Paris